

"La liberté d'expression au Rwanda reste quelque chose d'illusoire"

Deutsche Welle, 03.02.2021 Le journaliste rwandais John Williams Ntwali parle des entraves aux libertés et de censure. Le Rwanda est de plus en plus cité dans des rapports soulignant différentes violations des droits de l'Homme. A Genève, s'est tenu récemment l'examen périodique universel sur les droits de l'homme, où le Rwanda a une nouvelle fois été critiqué.

Ce pays, souvent cité en exemple pour son développement économique, se voit obligé de répondre sur les disparitions forcées, le meurtre des médias ou la liberté d'expression. Les bonnes relations entre le Rwanda et le Royaume-Uni sont d'ailleurs aussi menacées après les critiques de Londres sur la situation des droits humains dans ce pays. Notre invité de la semaine s'appelle John Williams Ntwali, un journaliste rwandais qui s'exprime sur ce sujet au micro de DW Gatanazi, notre correspondant à Kigali. *** DW : John Williams Ntwali, bonjour! A Genève, lors de l'examen périodique universel sur le respect des droits de l'Homme, plusieurs pays ont demandé à ce que le Rwanda revoie sa position en matière de liberté d'expression. Que pouvez-vous dire sur ces nombreuses critiques? La liberté d'expression au Rwanda reste quelque chose d'illusoire. Je parle d'illusion au vrai sens du terme. Il y a des lois et des décrets qui disent que cette liberté est assurée mais dans la pratique, ce n'est pas le cas. Les citoyens ne peuvent pas s'exprimer, s'attaquer des médias. Ils craignent des attaques de la part des autorités publiques comme les instances de base, les organes de sécurité, pour ne citer que ceux-là. La liberté d'expression est également menacée car les citoyens n'ont pas prise de décision concernant leur vie quotidienne. Récemment, il y a eu une flambée de mécontentement en rapport avec des prix de transport en hausse sans tenir compte de la situation macabre vécue par les Rwandais qui ont du mal à surmonter la crise issue de la Covid-19. Depuis six mois, les citoyens craignent la répression des impacts car ils ne travaillent que quelques heures dans la journée. Et cette fois-ci, Kigali vit dans un confinement total. Mais le gouvernement rwandais en fait donc le citoyen rwandais n'a pas accès à la prise de décision ce qui revient à l'absence de liberté d'expression. DW : Le Rwanda n'a toujours pas signé les accords onusiens permettant sur les disparitions forcées. Qu'est-ce que ceci veut dire selon vous?

A mon avis, c'est évident : le Rwanda ne veut pas se piéger en signant des accords concernant quelque chose dont il croit coupable. Les disparitions forcées sont multiples et répétitives depuis bien longtemps. Des gens disparaissent pour ne plus réapparaître. D'autres sont portés disparus et réapparaissent plus tard dans des prisons, dans des cas de la police nationale ou lorsqu'ils sont présentés aux médias. D'autres disparaissent et sont retrouvés morts dans des circonstances mystérieuses. Hier, ce fut le sort d'un certain Joseph Nsekanabo, résident de Rusizi en province de l'ouest du pays, porté disparu il y a deux semaines. Alors que sa femme avait dit qu'il avait été enlevé avec des policiers, la police du Rwanda Investigation Bureau (RIB) ont nié savoir où il serait emprisonné. Et hier, des policiers ont dit à sa femme très surprise que Joel s'était suicidé dans un cachot de la police. Ce genre de "suicide" reste un dilemme car ses circonstances ne sont pas vérifiables. DW : Selon plusieurs rapports, notamment de Reporters sans Frontières (RSF), le Rwanda musèle les médias locaux. Vous, en tant que journaliste, qu'en dites-vous? Oui c'est sûr. Les médias ne jouissent pas de la liberté d'expression. La censure est devenue une règle générale, au point que les journalistes savent ce qu'ils peuvent publier et ce qu'ils ne peuvent pas oser. Même les citoyens craignent de s'adresser aux médias. Certains veulent qu'on cache leur visage, d'autres qu'on brouille leur voix pour leur "propre sécurité". A plusieurs reprises des médias en ligne se sont sentis obligés d'effacer des articles publiés et sont menacés de fermeture, d'arrêt de business. Le Rwanda figure parmi les pays où la liberté des médias est remise en question par Reporters sans Frontières, mais il n'y a pas de volonté politique pour que ça change. DW : Le Royaume-Uni est un des pays qui ont souvent défendu le Rwanda au niveau international. Mais il n'a pas changé ses mots à Genève, critiquant le non-respect des droits de l'Homme. Ce pays signale la fermeture de l'espace politique au Rwanda, avec le harcèlement de politiciens de l'opposition, tout en ajoutant que ceci va à l'encontre des valeurs du Commonwealth. Les choses sont-elles en train de changer entre Kigali et Londres? Je n'irai pas si loin. Mais cette fois-ci, les harcèlements sautent aux yeux sur le sol rwandais. DW : Ceci pourrait-il constituer un obstacle à la tenue à Kigali de la conférence des pays anglophones au mois de juin? Pourquoi pas? Je n'en suis pas sûr, mais ça ne serait pas la première fois que ce genre de choses se produit. Nous n'avons qu'à attendre. Il reste encore quatre mois au gouvernement rwandais pour se placer au rendez-vous. Mais la situation peut aussi empirer, on ne sait jamais, l'avenir réserve toujours des surprises.